



Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Territoires, une Métropole productive

25 novembre 2017

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Madame Bodkin procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Le quorum est très largement atteint et nous pouvons donc valablement délibérer. Avant de procéder à l'examen de l'ordre du jour, je vais vous demander collectivement d'observer une minute de silence en la mémoire de notre collègue et amie Marie-Christine Bousquet, Maire de Lodève et vice-présidente du Conseil départemental, ancienne conseillère générale, ancienne conseillère régionale, avec qui j'ai eu l'honneur de siéger au Département pendant plus de 10 ans. J'ai assisté hier, avec nombre de maires ici présents, à ses obsèques. Nous avons perdu là une femme d'exception, une personne engagée, une élue toute entière tournée vers son territoire qui a toujours observé beaucoup de fidélité envers ses collègues élus dans les assemblées qu'elle a fréquentées. Et puis, elle n'a jamais oublié les présidents successifs avec lesquels elle a travaillé. Que ce soit Georges Frêche à la Région, André Vézinhét au Département et, aujourd'hui, Kléber Mesquida.

Une minute de silence est observée.

Monsieur le Président

Je voudrais saluer et remercier tous les élus présents en ce samedi matin. Il n'y a pas d'heure pour les braves. Merci à Monsieur le secrétaire général, Sous-préfet de l'Hérault, qui représente le Préfet, d'être présent. Merci à mon ami le sénateur Henri Cabanel ainsi qu'aux conseillers départementaux, Vice-présidents du Conseil général, qui sont là, aux maires, qui sont très nombreux, qui représentent leur commune, leur intercommunalité. Je vous remercie du fond du cœur.

Nous sommes aujourd'hui rassemblés dans cette séance un peu exceptionnelle, pour vous faire part, pour expliquer, de façon publique, quelle est la philosophie de la Métropole, sur laquelle s'appuie et s'appuiera la construction définitive du schéma de cohérence territoriale. Si j'ai voulu scinder les choses en deux temps, c'est parce qu'il me semble que, lorsque l'on s'adresse à un territoire, on ne peut pas le considérer ex nihilo. Il a des relations intimes avec les territoires voisins, il a des relations intimes avec ses propres citoyens, et il a des relations intimes avec les grandes structures qui régissent le fonctionnement du pays. Que ce soit Paris, notre capitale régionale, Toulouse, ou, bien entendu, les services décentralisés de l'État. On ne peut pas parler d'aménagement du territoire sur la Métropole si on ne regarde pas un peu son fonctionnement dans un contexte géographique, social, historique, culturel, politique. Et je n'ai pas dit « politicien ». Mais « politique ». Ce que nous allons vous présenter aujourd'hui, c'est la philosophie du SCoT.

Cette philosophie tient compte d'une réalité territoriale. Cette réalité territoriale, c'est l'implantation de la Métropole dans ce grand amphithéâtre vert que représentent les Cévennes au Nord, et la grande bleue, la mer Méditerranée. Sa zone d'influence concerne les cinq départements du Languedoc-Roussillon auxquels on peut ajouter le Sud-Aveyron. Cette réalité territoriale est confrontée aujourd'hui à plusieurs enjeux. Qu'elle doit résoudre. L'explosion démographique, le couloir de communication que cela représente en termes de grands équipements structurels et, bien entendu, et surtout, la préservation de l'environnement, des terres à fort potentiel, et de l'ensemble des grands paysages auxquels nous sommes tellement attachés, les uns et les autres. Il y aura donc deux séances. Celle-ci et puis, viendra le temps du vote du schéma de cohérence territoriale. Ce vote devait être proposé lundi 27 novembre. J'ai retiré cette affaire de l'ordre du jour parce que nous ne sommes pas mûrs. Parce que l'ébauche qui était proposée ne tenait pas assez compte de ce fil rouge fondamental qui guide la conception de ce document d'urbanisme et d'aménagement pour les 30 ans à venir. C'est-à-dire, ce que nous avons signé, en signant le pacte de Milan, à savoir la protection des terres à fort potentiel, les circuits de proximité, et la lutte contre le gaspillage alimentaire. Ainsi, le label que je cherche en premier lieu pour venir honorer de sa présence le schéma de cohérence territoriale est celui de la Chambre d'agriculture. Tant que les discussions ne sont pas terminées avec elle, sur le nombre d'hectares qu'il faut consacrer à l'agriculture urbaine, à la viticulture, au projet d'installation des jeunes agriculteurs, nous ne voterons pas le schéma. Je me suis entretenu avec Jérôme Despey, Président de la Chambre d'agriculture, et je l'ai fait en

transparence totale avec le Préfet de l'Hérault. Si nous arrivons à cela, et je pense que nous allons y arriver, même si c'est un peu douloureux, pour certains maires (et je peux le comprendre, mais Montpellier participera largement à la proposition en termes d'hectares) nous serons en capacité de le voter, alors.

Cette maintenance de l'environnement, de l'agriculture urbaine, des zones à fort potentiel, de la gestion de l'eau, des risques majeurs, du plan climat, de la lutte contre le réchauffement climatique, des énergies renouvelables, c'est cela qui va guider la construction définitive du schéma de cohérence territoriale. Pour la Métropole, ce sera son premier fil rouge.

Il y a une deuxième raison de construire un schéma de cohérence territoriale équilibré, c'est de baser la deuxième orientation politique (et j'utilise le mot « politique » au sens de « polis », la cité, la ville, l'aménagement de la cité) sur la coopération. Cette coopération, depuis le début, nous la souhaitons féconde, d'abord avec les intercommunalités qui nous entourent. Sète, Thau, centre-Hérault, Lunel, Pays de l'Or, Pic Saint-Loup. Nous avons écrit cette coopération avec Toulouse. Notre grande région a la chance d'avoir deux Métropoles. Le Maire de Toulouse défendra toujours Toulouse et, moi, je défendrai toujours Montpellier. Mais le sujet n'est pas là. Il s'agit d'établir un dialogue permanent pour que l'intelligence prime dans les décisions. Il s'agit de la coopération avec le Parlement des territoires, que j'ai créé. Juste après la création démocratique de la quinzième métropole française, qui n'était pas intégrée dans la loi MAPTAM. Le Parlement des territoires rassemble, aujourd'hui, une cinquantaine d'intercommunalités qui nous permettent d'envisager des coopérations fécondes dans des domaines très différents. Le 12 janvier, nous signerons la convention sur le bois énergie et le bois construction, la filière bois, avec la Communauté de communes de Lacau et de La Salvetat-sur-Agout. Sachant que nous avons déjà, sur le bois, contacté le parc du Haut Languedoc. La communauté de communes à laquelle je viens de faire référence appartient à cette entité géographique mais aussi les Cévennes qui sont producteurs. Au lieu d'acheter le bois en PACA ou dans les départements du Nord, nous l'achèterons dans des circuits de proximité, dans les hauts cantons de l'Hérault. Et à la limite du Tarn. Il s'agit également de la coopération sur la culture, le design, l'enseignement, la médecine avec les trois grandes villes qui travaillent avec la Métropole sur ce sujet, ce que Georges Frêche avait appelé de ses vœux. Il s'agit d'Alès, Nîmes, et Sète. Cette coopération est utile, pour l'enseignement, la culture, le design, mais aussi les transports. En relation avec l'institution régionale. Il s'agit enfin de la coopération avec les villes de la Méditerranée et les villes du monde entier avec lesquels nous travaillons.

Les équilibres planétaires ont aujourd'hui changé. Beaucoup de maires en sont conscients et ont écrit un livre « Et si les maires gouvernaient le monde » dans lequel Madame Hidalgo a travaillé, Monsieur Orlando, le Maire de Palerme, pour dire que les foyers économiques et de développement se trouvaient aujourd'hui dans les villes, les métropoles et que ces métropoles échangeaient sans arrêt à la surface du globe. Et que les états en étaient souvent réduits à donner les grandes compétences utiles, incontournables, tout en laissant aux villes la souplesse nécessaire pour pouvoir converser, travailler et développer les territoires, et créer l'emploi. C'est pour cela que nous avons développé un certain nombre de jumelages et notamment avec les villes de la Méditerranée, qui nous paraissent fondamentaux pour la suite.

Nous sommes donc une métropole qui est toute tournée vers la productivité. C'est pour cela que nous l'avons dénommée « Métropole productive ». Productive sur le plan de l'agriculture, de l'agro-écologie alimentation qui doit nourrir nos populations pour les 50 ans à venir, productive en termes d'économie, de création d'emplois, d'entreprises, de start-ups, au niveau des énergies, des énergies renouvelables, de la transition écologique et énergétique, productive dans le domaine de la culture, sachant que cette notion est ouverte et déclinable sur de très nombreuses thématiques. Nous avons saisi le problème par le biais des fonctionnements. Plutôt que des grands équipements.

Ce changement de paradigme c'est aussi une adaptation au fonctionnement global de la société. Le document qui vous sera proposé tout à l'heure en fin de séance est composé d'une série de chapitres qui ont été partagés par les 31 maires de la Métropole lors des 21 ateliers thématiques qui ont réuni des élus, et les acteurs du territoire. C'est Stéphanie Jannin qui a présidé ces ateliers et je tiens particulièrement à la remercier pour tout ce travail et ce temps passé. Et l'énergie déployée. Le deuxième document est la carte, très technique, mais très utile car elle est destinée à la fois au public et aux professionnels. Vous disposerez des cinq plans importants qui seront décrits par les orateurs. Je passerai la parole à Sylvie Groueff qui va organiser le débat. En fin de séance vous aurez la parole. Autour de cinq thématiques importantes qui sont les suivantes. Un grand parc métropolitain, l'amphithéâtre vert avec la volonté de garder deux tiers du territoire consacré à l'environnement. Il s'agit ensuite de l'appropriation des risques majeurs, incendies ou inondations, auxquels nous sommes en permanence confrontés. Ensuite, la structuration de l'urbanisation pour préserver les équilibres du territoire. L'organisation des flux quotidiens en termes de déplacements. Et, enfin, la Métropole compacte, la Métropole

efficace. Telles sont les cinq thématiques développées autour des cartes qui montrent l'état d'esprit dans lequel a été réalisée cette étude.

Je voudrais remercier particulièrement François Leclercq, Franck Boutté, Bertrand Vignal, Marie Taveau, et Sylvie Groueff. François Leclercq est un des plus grands urbanistes et architectes de France. Je le connais depuis longtemps. Nous avons réalisé ensemble, lorsque j'étais adjoint l'urbanisme, les plans du réaménagement du centre commercial du Polygone ainsi que du centre-ville de la ZAC Pagezy et du renouvellement urbain sur l'hyper centre-ville. Lorsque nous avons validé le projet de rénovation du centre du Polygone pour lequel la Socri investira 50 millions d'euros, la grande rue commerciale que j'ai imposée dans le plan proposé, c'est avec François Leclercq que nous l'avons décidé, il y a 10 ans. Franck Boutté est paysagiste, architecte environnementaliste, ingénieur et nous avons beaucoup travaillé ensemble sur ce grand amphithéâtre vert avec Bertrand Vignal. Nous avons ensemble conçu le document que je vous rendrai tout à l'heure.

Je vous propose maintenant un exposé, dans le détail, qui va durer environ jusqu'à 11h30 avant trois ou quatre questions. Ensuite, pour les élus du Conseil de Métropole, pour les maires, les représentants des institutions et, pour vous, Monsieur le Préfet, et les conseillers départementaux et les conseillers régionaux, les représentants des corps constitués et des administrations, nous aurons un pot amical.

Sylvie GROUEFF

Comme l'indique le Président, nous allons écouter trois des membres de l'équipe qui a mené l'étude Montpellier Territoires durant deux années. Je vais d'abord vous les présenter. Franck Boutté développera la partie de l'étude se rapportant à la stratégie d'acclimatation de la Métropole, avec l'adaptation au changement climatique, aux risques spécifiques au territoire et expliquera les préconisations contenues dans l'étude. Il est architecte et ingénieur. Au regard du sujet de son agence, on peut considérer qu'il est environnementaliste, puisque l'agence travaille sur des projets variés à l'échelle des territoires ou de bâtiments, tout autant sur des projets neufs que de restructuration. Pour répondre à des problématiques environnementales. Son agence a participé à plusieurs appels à projets inventant la Métropole du Grand Paris et, parmi les projets récents de l'agence, il travaille dans le massif du Jura pour co-construire avec les élus une stratégie pour vivre et travailler à l'heure du changement climatique sur le territoire. Il travaille aussi, je suppose, avec Bernard Reichen, sur la ville nouvelle de 500 000 habitants à Zenata qui fait partie du Grand Casablanca. Pour la mise en place d'une stratégie visant à exploiter les spécificités du climat marocain et développer une écologie du Sud, *low tech*, et *low cost*. Il travaille également depuis 2014 avec l'agence Richez et associés à Mauguio, hors de la Métropole, donc, avec des similitudes par rapport à notre territoire.

Bertrand Vignal est paysagiste et enseigne à l'école nationale supérieure du paysage. Il est cofondateur de l'agence BASE, bien aménager son environnement. Ce nom vient du caractère tricéphale de l'agence avec un bureau à Paris, à Bordeaux, et un à Lyon, que vous dirigez. Vous travaillez sur les projets liés à de très grands territoires, avec une prise en compte du grand paysage, de sa dimension géographique et naturelle. À Lyon, l'agence participe notamment au projet de réaménagement des rives de Saône. Mais le bureau lyonnais gère également plusieurs projets importants sur l'île de la Réunion et en Nouvelle-Calédonie. Vous vous intéressez particulièrement à l'approche écologique des sites, et aux milieux soumis à de fortes pressions. Vous nous parlerez ce matin de l'idée de grand parc métropolitain de Montpellier Territoires et développerait ses fortes potentialités.

François Leclercq est architecte urbaniste et a mené de nombreux projets urbains et architecturaux depuis plus de 30 ans. Depuis 2017, votre agence s'appelle François Leclercq et associés. Hormis Montpellier, vous avez travaillé dans de nombreuses métropoles françaises, comme Lille, Marseille, Paris, Lyon, Bordeaux. On peut citer par exemple un média parc à Bruxelles, projet en cours, la création d'un écoquartier sur l'emprise de l'ancienne école centrale à Châtenay-Malabry, ou, plus proche, l'extension d'Euromed 1 à Marseille. C'est un vaste projet de renouvellement urbain sur 170 ha. Vous avez participé au conseil scientifique du Grand Paris, et vous êtes le mandataire de cette étude Montpellier Territoires. Vous dites avoir une attirance pour intervenir sur des territoires déshérités ou en quête d'un nouveau destin pour écrire une nouvelle histoire, sans a priori et en refusant toute recette préconçue. Je suppose que vous avez abordé Montpellier Territoires dans la perspective d'un territoire en quête d'un nouveau destin. Avec ou sans rupture avec le passé. Nous allons vous écouter en premier, pour introduire l'étude, sa méthode, et ses présupposés. Vous reprendrez enfin la parole pour développer les sujets relatifs au développement urbain, économique, aux mobilités, et aux stratégies métropolitaines.

François LECLERCQ

Merci. Pour nous, cette plongée dans le territoire métropolitain durant presque deux ans constitue une très belle aventure. C'est une occasion rare, presque unique en France, de participer à l'invention de l'avenir d'une métropole. Il ne s'agit pas que d'une mise en œuvre administrative et politique, mais de la possibilité d'écrire ensemble une histoire partagée par 31 communes. Comme Monsieur le Président l'a dit, l'enjeu métropolitain est la gestion raisonnée des villes. La grande question actuelle de l'aménagement du territoire dans le monde entier est ici abordée. Il n'y a pas de recette transversale, même si les problèmes sont souvent communs. Nous sommes partis, avant tout, de la spécificité historique et géographique de ce territoire, autour de Montpellier, de son appartenance méditerranéenne, de son rapport très particulier à la nature et à la nécessaire préservation de celle-ci. Ce qui induit de manière évidente un réinvestissement urbain permanent, plus qu'un processus extensif, que l'on a pu connaître dans les décennies précédentes. Montpellier est connue, en France, et même ailleurs, pour ses projets visibles. Dans le ciel, même, actuellement. C'est manifestement le moment pour non plus faire du projet dans la Métropole mais un projet métropolitain, loin des grands gestes, peut-être, en sortant de la notion de visible permanent, pour s'attacher à tous les usages et toutes les nécessités.

Nous avons aussi beaucoup travaillé sur la méthode. Elle se base sur les objectifs de la Métropole qui nous ont été donnés. La préservation de l'espace naturel et agricole, une offre de logement accessible à tous et favoriser le développement économique avec une offre adaptée et géographiquement bien répartie. Sachant que notre lecture du territoire s'est appliquée à regarder de manière très similaire le littoral, avec les étangs, et l'arrière-pays. C'est ce que nous avons appelé la Métropole à 360°. Elle s'intéresse à tous les côtés, de manière assez équilibrée, sur l'ensemble de ce territoire. La méthode, pour y parvenir, a d'abord été un diagnostic. Sachant que de nombreuses études existaient déjà. Nous parlons ainsi d'un constat d'étonnement basé sur un paradoxe.

Il y a ensuite les enjeux qui ont été précisés, sur le climat ou l'économie par exemple. Ensuite, le plan armature, qui vous a été montré par le Président, a défini les cinq axes structurants du projet. Le rapport aux paysages, le rapport aux risques, le rapport au développement, au transport et à l'économie. La particularité de cette métropole est sa mosaïque de villages, de bourgs et de petites villes, qui ont tous leur identité. Autour de la grande ville de Montpellier. Il s'agit d'une identité remarquable en France, qui fait son attrait touristique, résidentiel. Il y a donc un balancement permanent entre une ville dense et les villages. Cette dualité est riche et rare. Il s'agit d'un cadre de vie exceptionnel qui marque un très bel équilibre entre la ville et la nature. Mais qui peut être mis en danger. Il faut donc absolument préserver cette relation rare et intime entre l'espace construit et l'espace naturel. Cette attractivité est aujourd'hui menacée d'abord par le réchauffement climatique. Il faut donc adapter le territoire. Mais aussi par des raisons démographiques. La croissance a toujours été le moteur de l'évolution de la Métropole mais elle est aujourd'hui moins forte qu'avant. Même si elle reste positive par rapport à d'autres villes, surtout dans le Nord. On étudie en effet à Montpellier, mais on n'y habite plus forcément, même si on y travaille. Du fait d'une offre de logements pas toujours adaptée. Le parcours résidentiel doit donc être étudié en premier lieu pour pouvoir stabiliser la population au-delà de la question du coût du logement.

Le constat d'étonnement que j'évoquais concerne l'analyse des paradoxes. Par exemple, 45 % de la population vit à moins de 500 mètres du tramway alors que 10 % des trajets domicile-travail se font en transport en commun. Le tramway a constitué une aventure extraordinaire, un investissement considérable, mais on se rend compte, finalement, qu'il ne sert pas autant qu'il le devrait.

Il y a également la nécessité de construire des locaux d'activité adaptés à la demande des entrepreneurs. Il est plus aisé de construire du logement que de l'activité, car cela est beaucoup plus rentable. Ce qui pénalise l'installation d'une économie plus pérenne dans le territoire. Comme dans les autres villes du Sud, Montpellier reste attractive mais avec un taux de chômage assez fort. Ce qui renvoie la notion d'attrait et à la manière de proposer du travail sur le long terme.

La Métropole est par ailleurs macrocéphale. Avec une ville de Montpellier prédominante. 71 % des emplois et 61 % de la population y sont en effet concentrés. Il existe donc une dualité entre cette grande ville et les villages. Concernant la Métropole institutionnelle, les équipements métropolitains sont parfois à l'extérieur. Comme l'aéroport, le port de Sète, les stations balnéaires. Il est donc nécessaire de penser à la fois le dehors et le dedans.

Dans l'histoire récente, durant les années 80, la ville est sortie de l'Écusson, pour aller vers la mer. Avec Antigone. Polygone. Avec une tentative de rejoindre la mer si loin et si proche à la fois. Dans les années 2

000, le tramway a constitué une logique structurante. Aujourd'hui, nous proposons une logique d'aménagement qui accompagne la réalité physique métropolitaine et la quotidienneté, le rapport à la fabrication au quotidien de la Métropole, entre ce grand amphithéâtre qui se trouve à l'Ouest et au Nord, marqué par le relief, et cette ville linéaire littorale, entre Montpellier centre et le littoral. Le contexte est particulier, avec la nouvelle région, depuis 2016. Et la création des métropoles. Il est donc nécessaire de se situer dans ce concert des métropoles de manière complémentaire plutôt que concurrente. Il faut déterminer comment structurer le développement à partir de cette réalité politique. L'étude a également tenté de regarder au-delà des limites, à toutes les échelles. Il s'agit ainsi de s'inscrire dans le réseau des métropoles, comme dans le parlement des territoires, le bassin de vie, qui va de Nîmes à Sète, et de la Métropole institutionnelle.

Par rapport à Toulouse, le double positionnement constitue une particularité, avec l'appartenance à l'arc méditerranéen et la présence d'un arrière-pays. Le désir, depuis plusieurs décennies, de vouloir appartenir avant tout à la mer doit maintenant se compléter par cette appartenance à l'arrière-pays avec son territoire magnifique.

Nous proposons donc d'amplifier le système d'occupation du territoire. Nous souhaiterions orienter à long terme le développement de la Métropole selon le schéma qui vous est présenté. Avec le grand amphithéâtre, au Nord, avec le Pic Saint-Loup comme point d'orgue, et la ville linéaire, la ville intense, le long des réseaux, au Sud, en parallèle au littoral. Il s'agit donc d'un plan armature, avec une vision prospective du territoire. Il y a aujourd'hui beaucoup de projets indépendants et il faut maintenant inventer les liens qui les raccordent entre eux. La carte n'est pas forcément lisible et sera déclinée à travers cinq axes structurants qui évoqueront le grand parc, le risque, la dynamique de développement, la mobilité, et l'économie. Je voulais aussi dire que notre méthode de travail a été très efficace, avec des ateliers avec 21 séances sur des thématiques. Avec les maires, nous avons beaucoup marché sur les territoires et travaillé sur des ateliers avec des cartes et le crayon à la main. Sous l'autorité de Stéphanie Jannin et Yves Nurit, qui ont été parfaits durant ce parcours de deux ans.

Sylvie GROUEFF

Si la carte est aujourd'hui difficilement lisible, on peut imaginer qu'à moyen terme, elle deviendra lisible grâce aux interventions qui seront faites sur le territoire notamment.

Bertrand VIGNAL

Je vais évoquer ce premier axe, du paysage, qui est toujours assez difficile à évoquer car il est multiple. Notamment au regard de la grande diversité de paysages sur ce territoire et de l'ensemble de l'écologie que l'on peut trouver ici. Parler du paysage signifie que l'on ne se trouve pas dans un système uniquement stabilisé car le paysage est quelque chose de vivant. La question d'un paysage de production est ainsi essentielle, à nos yeux. Le document présenté résume de très nombreux enjeux. Il s'agit en premier lieu de faire exister, aux yeux des gens, la question du paysage pour réaliser que nous disposons d'un bien commun multiple, riche, en évolution. Il est ainsi possible de trouver, à côté de chez soi, des aménités qui pourraient être celles d'un parc. Les parcs ne sont pas en effet réservés aux centres-villes. C'est pourquoi nous employons la notion de grand parc. Qui renvoie à la notion de mise en lumière des réseaux, des lieux, de la nature, en n'excluant pas la question de l'agro-écologie. Nous n'allons pas différencier le paysage et l'agro-écologie, ou les forêts. Tout dépend d'un ensemble et il existe une interrelation. Le territoire est très diversifié, avec l'une des plus grandes diversités écologiques de France. Un article du Monde, il y a un mois, évoquait la disparition des insectes volants, qui ont diminué de 70 % sur 30 ans, en France. Et 400 millions d'oiseaux en moins en Europe. Je pense que l'un des enjeux est de créer des lieux de refuge pour vivre avec ce paysage. Le paysage constitue donc un système actif, qui doit être partagé, vécu, reconnu, et appropriable. Il ne s'agit pas de créer un système dans lequel on ne se reconnaît pas. Ce bien commun constitue un écosystème général avec de nombreux motifs où il est possible de trouver des aménités, des vues, des thématiques.

Le paysage renvoie également à la question du récit commun. Il faut en effet que tout le monde se sente à l'aise dans ce paysage et que tout le monde ait l'impression d'en faire partie. Pour pouvoir s'en saisir. La question des garrigues, du Nord est à ce titre très intéressante. Longtemps, Montpellier a été tourné vers la mer. Mais il y a aussi l'arrière des garrigues.

La photo présentée montre la transformation, les gens qui vivent et, aussi, à l'arrière, un paysage. Il s'agit selon nous d'une forme de paysage invisible qui est constitué par tous les éléments qui sont derrière des constructions, des bois, qui sont le long des infrastructures. Des éléments qui existent qui, s'ils sont mis en réseau, peuvent permettre quelque chose de formidable. Nous verrons notamment que l'eau constitue un merveilleux

vecteur pour réunir et valoriser tous ces éléments. L'eau constitue l'une des colonnes vertébrales de Montpellier avec, bien sûr, le risque lié. Elle a selon nous une dimension structurante. C'est pour cela que l'un des squelettes forts du grand parc est constitué par les vallées, du Lez, de la Mosson, ou de la haute vallée du Bérange. Montpellier fonctionne en système d'amphithéâtre, avec des lignes depuis la mer, mais a également la chance d'avoir ces rivières qui donnent une possibilité de parcourir les paysages en travers, du bas vers le haut, de l'avant vers l'arrière, du littoral vers les garrigues. Ce qui permet à tous de prendre sens. Sachant que ces parcours à travers les rivières peuvent définir des bassins de vie et accrocher de nombreux éléments au fur et à mesure des parcours des projets. La rivière constitue ainsi un élément qui permet d'agréger et c'est pourquoi nous parlons de bassin.

De nouvelles images présentent un premier plan, un second plan et un troisième plan. Le paysage est comme un tableau. Si le premier plan n'est pas agréable cela casse l'ensemble. La vallée du Lez permet de passer de la mer jusqu'au Pic Saint-Loup, permettant une agrégation du territoire. Le Lez urbain constitue un autre élément de la ville. L'agro-vallée de la Mosson, pour sa part, traverse des secteurs qui parlent d'agriculture, de l'agro-territoire montpelliérain. Ce qui renvoie à la question de creuser des politiques urbaines. La haute vallée du Bérange peut, pour sa part, permettre de relier les villages entre eux.

Il s'agit d'autre part d'accompagner la transition agro-écologique du territoire. Il y a eu beaucoup d'échanges sur ce sujet et la question de la valorisation des sols fertiles. Cette idée doit prendre plus d'importance et je pense que le projet permettra de valoriser cet élément. Il s'agit ainsi de créer des circuits courts, d'avoir une alimentation saine, mais aussi de changer certains éléments. En considérant que l'agriculture se situe dans un paysage et que, dans le paysage, il y a de l'agriculture et des cohérences et échanges, dans un écosystème complet et complexe. Parcourir ces lieux permet de prendre conscience de la ressource. Changer le regard des gens constitue déjà l'un des projets du paysage, en changeant le paysage mental des personnes. Il s'agit d'accroître la production agricole par l'optimisation de la valorisation de la ressource. En essayant de rendre accessible au plus grand nombre la production locale. Le motif agricole qui doit sans doute être reconquis est celui des garrigues. Il existait une vraie tradition de production, de vie, d'agro-pastoralisme et des actions sont à mener. Cela renvoie à la Métropole de paysages à 360°.

La cartographie présente tous les arcs des plaines agricoles qui existent déjà et qu'il va falloir préserver et valoriser pour les rendre accessibles en les regroupant et les connectant avec le système des villages et le centre-ville. L'arc vert Nord renvoie à cette question des garrigues avec un très beau potentiel avec des petites expériences de mise en réseau qui peuvent avoir une valeur significative.

L'image sur la plaine nourricière de Fabrègues montre la composition des paysages, les gens qui travaillent ce paysage, la dimension vécue du paysage par les habitants, avec les chemins, les haltes, les endroits d'échange, où l'on parle de l'agro-écologie et de l'agro-territoire montpelliérain, avec les lieux de production et de préservation et de refuge.

Ce qui peut aussi être couplé aux notions de routes-paysages puisqu'il y a une série de routes et de balcons paysagers incroyables sur la Métropole qui doit être mis en valeur. Il y a également l'agro-pastoralisme qui doit faire valoir une forte identité. Il ne faut pas oublier non plus le littoral, avec tous les éléments qu'il présente, en termes de réserves naturelles, et d'actions et activités.

Il pourrait être utile de capitaliser sur ce qui existe, notamment avec les fermes ressources, pour trouver des lieux un peu emblématiques où il est possible d'échanger sur le savoir. Lorsqu'on ne sait pas, on ne regarde pas. Il faut déterminer la manière la plus simple pour favoriser les échanges sur toutes ces questions agricoles. Notamment en se disant que la fertilité et la production locale sont des éléments majeurs de l'ensemble du grand parc. Il s'agit donc d'observer les milieux, de préserver les élevages, pourquoi pas avec des arboretums didactiques, etc. Il y a de très nombreuses idées dans ce contexte. Il s'agit de faire interface autour de cette question agricole. En complément des fermes ou lieux ressources, il y a d'autres paysages ressources qui pourraient illustrer les débuts de ce grand parc. Les forêts actives peuvent permettre de produire et valoriser beaucoup de choses. Y compris dans le loisir. Ou en renvoyant à la question de la biomasse. La haute vallée du Bérange peut dans ce contexte constituer un lieu opportun pour exprimer la question des forêts actives.

Par ailleurs, entre les surfaces construites et le paysage, il y a des surfaces d'échanges et d'usages, qui constituent les lisières. Ce sont des endroits de transition un peu brutale entre une infrastructure et un lieu. Il faut le gérer. Dans les vallées, autour de toutes les constructions, il faut essayer de trouver la manière de passer d'un site à un autre, de manière plus transitionnelle, en déterminant s'il n'est pas possible d'y installer certains éléments.

La nouvelle image présentée résume ce travail pour imbriquer la question de la ville, des infrastructures. Nous connaissons tous des lieux un peu en déshérence dont on ne sait pas bien à qui ils appartiennent. Il s'agit d'agir en la matière pour ne pas se retrouver avec par exemple la clôture d'un lotissement contre un système agricole. Il s'agit de déterminer des transitions, une forme d'agro-écologie, permettant une nature productive en captant les eaux. L'objectif, sur les 250 km de surfaces d'échanges que nous avons relevées entre les parties construites et les parties de grand parc, est d'essayer de faire projet avec des espaces tampons.

La dernière grande partie concerne les déplacements, les modes doux et les lignes que l'on peut avoir dans les parcours au sein du grand parc. Nous avons essayé de penser à une géographie des parcours en considérant que les modes doux permettent de mettre en cohérence tous ces éléments, de créer l'échange, de changer de regard, en mettant en réseau tout ce qui existe. Sachant que, parfois, tout est coupé par les infrastructures. Les rivières sont utiles en la matière. De même que les micros rivières ou micros fossés. L'ensemble des parcours doit permettre de prendre conscience de ce très grand parc. Cela renvoie donc à la mise en réseau et à la conscience territoriale.

Pour introduire la question du périurbain méditerranéen et de l'acclimatation, je rappelle que nous nous situons dans des territoires qui sont soumis à des pressions. Avec la question du réchauffement climatique, avec plus quatre ou cinq degrés de plus à la fin du siècle. Il faut donc prendre conscience de l'action que nous devons mener maintenant, notamment sur la question de la plantation des arbres. Nous avons l'habitude de vivre autour d'arbres qui ont souvent 20, 30, 40, 50 ou 80 ans. Il faut donc planter, maintenant, un peu partout. Cela permettra de commencer à préparer les conditions pour vivre dans des lieux plus confortables.

Sylvie GROUEFF

Peut-on dire que les prémices de ce grand parc métropolitain seraient constituées d'abord par un changement de mentalité ? Une autre façon de regarder le territoire ?

Bertrand VIGNAL

Tout à fait. Nous insistons beaucoup sur la question du paysage mental, de la vision du paysage quotidien. C'est effectivement la première grande action pour le grand parc. Cela passe par l'école, l'enseignement, de micros actions, des mises en réseau, le fait de regarder l'agriculture non pas comme une simple activité de production mais une forme de vie où les gens travaillent et créent des échanges.

Sylvie GROUEFF

Ce changement de mentalité permettrait donc de créer des lieux de projet, d'échange, de mise en réseau, là où il n'y en n'a pas, que ce soient des lieux d'interface avec le milieu agricole, en arrêtant de voir les infrastructures comme des coupures.

Bertrand VIGNAL

Exactement. On sait, si on se projette, qu'il y a des choses, derrière une infrastructure. Il peut y avoir des facilités à passer au travers, notamment par des lignes, comme les cours d'eau, certains chemins, et nous pensons que la perception du grand paysage, comme un bien commun, peut, dans ce contexte, être facilitée.

Franck BOUTTÉ

Je suis très honoré de parler devant vous. Cette étude a été une occasion assez unique pour nous car on a finalement rarement l'occasion de penser les questions écologiques, de risques, de paysages, ou de biodiversité, à une telle échelle. Ce travail était donc assez exceptionnel, à une échelle rare.

Monsieur le Président

Si certains maires ont des conversations à tenir, merci de le faire l'extérieur. Ce qu'on nous présente est fondamental, après deux ans de travail. Il faut le respecter.

Franck BOUTTÉ

Le territoire montpelliérain a été souvent pensé en termes d'opposition entre le littoral et l'arrière-pays. Or, ces différentes composantes entretiennent d'étroites relations, fondamentales, notamment en matière de risques. Il y a d'abord les risques liés au développement hasardeux du périurbain, qui s'accompagne de phénomènes d'imperméabilisation mais aussi de l'accroissement de problématiques fortes comme l'îlot de chaleur urbain, ou la pollution atmosphérique croissante liée à l'usage de l'automobile. Les lieux sont en effet reliés aujourd'hui par l'automobile. Il y a également la disparition de poches essentielles de biodiversité.

La deuxième grande famille de risques concerne les risques d'inondation, de ruissellement, conséquence, entre autres, de cette imperméabilisation. Il y a le risque d'inondation par le débordement des cours d'eau. La Mosson, le Lez, mais aussi l'ensemble du chevelu hydraulique évoqué. C'est également lié à la climatologie particulière avec les épisodes cévenols.

Il s'agit ensuite de la précarisation de la ressource en eau. L'aggravation des risques de feux de forêt, liée à la sécheresse. En effet, à Montpellier, à la fois il y a trop d'eau et pas assez d'eau. Il y a également les risques de submersion marine aggravée par l'élévation de température liée au changement climatique. Vivre avec le risque, c'est penser les entités territoriales comme des lieux de vigilance, sur lesquels il faut établir de véritables modèles d'acclimatation. Ce terme renvoie à la fois à l'appropriation et à la question de la résilience face aux risques actuels et à venir, particulièrement en termes de changement climatique. Il s'agit donc de considérer la prise en compte des risques comme une nécessité mais en considérant que l'appropriation de ceux-ci constitue une opportunité pour une véritable vision stratégique à la fois de la résilience et de la durabilité du territoire métropolitain.

Montpellier Méditerranée Métropole est donc soumise à de nombreux risques, renforcés par la démographie et le changement climatique. Ces risques varient, en modalités et en intensité, depuis le Pic Saint-Loup jusqu'à la mer. Il s'agit pour beaucoup de risques liés à l'eau. La quantité de l'eau, comme on vient de l'évoquer, mais aussi sa qualité sur le territoire. La géographie naturelle de l'espace métropolitain permet de distinguer trois grands arcs concernés de manière différente par le risque, ce qui implique des typologies et des temporalités d'actions spécifiques. À court terme, il convient d'engager une stratégie d'action de désimpermeabilisation régionale et de recolonisation végétale sur la plaine urbaine agricole. Afin de favoriser l'infiltration des eaux de pluie, de réduire les phénomènes d'îlots de chaleur. Cela réclame également de poursuivre et d'amplifier, à l'échelle de la Métropole, les efforts en matière de définition des espaces publics adaptés au contexte méditerranéen. À moyen terme, pour lutter contre les feux de forêt et préserver la biodiversité et promouvoir les paysages identitaires des garrigues, il est proposé de favoriser l'investissement de ces espaces par des pratiques agricoles respectueuses. À plus long terme, peut-être, dans la zone littorale de submersion marine, il s'agit de penser le paysage d'anticipation du risque en commençant par la préservation des points hauts du relief, et définir les zones de refuge. Autant d'éléments pouvant devenir le support d'une nouvelle façon de découvrir et de s'approprier le territoire littoral.

Je vous présente maintenant la figure du désalinisateur qui nous a fait prendre conscience du fait que, sur le territoire montpelliérain, nous avons une chance extraordinaire puisque, finalement, concernant le cycle de l'eau, nous avons une forme de cohérence à l'échelle du territoire. Il est possible de penser la Métropole comme un tout où, depuis la mer jusqu'aux Cévennes, avec cette confrontation d'un front d'air chaud venant de la mer et d'un front d'air froid venant des montagnes, on a un cycle de l'eau complet qui s'établit sur l'ensemble du territoire, de la mer aux Cévennes, de la mer au Pic Saint-Loup et réciproquement, avec réalimentation des nappes souterraines puis retour à la mer. C'est cette vision éco-systémique et même systémique de la Métropole qui nous a guidés pour l'ensemble des réflexions. Le désalinisateur exprime donc à la fois le caractère éco-systémique de la Métropole tout en mettant en évidence la cohérence de l'échelle métropolitaine pour s'inscrire dans des stratégies d'appropriation des risques hydrauliques et climatiques mais aussi plus largement en termes de gestion des ressources. Dépasant ainsi les schémas classiques de concurrence territoriale et d'opposition ville campagne, elle met également en évidence l'importance du rôle et de la responsabilité de chacune des entités territoriales, de chacun des milieux, dans le fonctionnement de l'écosystème global.

Ce territoire est constitué de milieux très divers. Plus ou moins naturels. Plus ou moins anthropisés. Les cotaux cévenols, les garrigues, les plaines cultivées, les villages relais, les villes denses, les zones humides, les étangs, les plages. Chacun de ces milieux contribue différemment à l'équilibre et au développement de l'écosystème métropolitain. Par ses ressources et les services qu'il rend. Ses ressources et ses services sont à la fois d'ordre écologique, concernant le cycle de l'eau, la biodiversité, la régulation climatique, et socio-économique, avec l'agriculture, l'énergie, la gestion des déchets, l'économie et l'emploi, la mobilité durable, les loisirs et le tourisme. Ces services éco-systémiques rendus par les territoires, par les milieux, constituent l'armature de la durabilité de celui-ci et de sa résilience face au risque.

La lecture globale, et transversale, de chacun de ces milieux dans le grand écosystème métropolitain met en évidence des ressources plus ou moins ignorées, ou peu exploitées. Comme la vocation alimentaire économique des zones humides ou la production d'énergie et d'économie à partir des déchets en périphérie urbaine. Mais également des ressources vulnérables, aux extrémités de la Métropole, où les services écosystémiques sont mis en péril par le changement climatique et la pression démographique. L'extension urbaine sur les zones agricoles et naturelles, la pollution des étangs, les phénomènes de salinisation. Le projet métropolitain

doit révéler, activer, optimiser les services éco-systémiques, dans un double objectif de réduction de son impact environnemental et de création de valeur. Pour l'ensemble du territoire. Valeur d'usage, de qualité de vie, comme d'économie.

Le premier grand sujet concerne donc l'eau. La question de l'eau se révèle en effet être l'un des enjeux prioritaires à l'échelle du territoire métropolitain. La stratégie hydraulique globale pour cette métropole acclimatée se décline suivant cinq grandes orientations applicables sur l'ensemble du territoire. La première révèle le chevelu hydraulique. Il s'agit de mettre en valeur les différents ruisseaux et affluents du territoire parfois à sec, souvent ignorés dans de multiples situations. Il s'agit également de mettre en œuvre un grand plan de désimperméabilisation en limitant l'imperméabilisation dans tous les nouveaux projets mais aussi en désimperméabilisant en situation de réinvestissement urbain, d'optimiser la perméabilité des zones naturelles, par leur redéploiement agricole et la reforestation. Il s'agit aussi de protéger les ressources invisibles comme la nappe du Lez ou le canal Philippe Lamour. Il faut aussi fabriquer une véritable mémoire de l'eau en créant une identité autour de l'eau, une identité urbaine, paysagère, architecturale, liée à l'eau, considérée comme une ressource dynamique. Il faut aussi penser le territoire d'anticipation en assurant une gestion hydraulique stratégique dans les zones de risque aval, en favorisant les démarches d'information et de sensibilisation des populations et en valorisant les zones refuges et les points hauts. Il s'agit donc de révéler le chevelu hydraulique mais aussi de positiver le risque d'abord dans un souci de gestion de l'inondation, en valorisant le caractère patrimonial, paysager et écologique du grand réseau hydrographique du territoire souvent invisible. Cette valorisation est porteuse de projets d'aménagement et de paysage. On parle de positiver ce risque pour en faire une matière à projets d'aménagement et de paysage. Avec un paysage à la fois singulier et exceptionnel. Dans une lecture dynamique du phénomène hydraulique, et dans une perspective de résidence, c'est un paysage en mouvement, au fil des saisons, qui se dessine. Support d'usage par temps sec, et garant de la protection des habitants face au risque. Pour gérer et anticiper les fortes pluies, d'amont en aval, le territoire doit se mettre en ordre de marche pour limiter l'impact des inondations et positiver le risque.

Dans l'arrière-pays, il s'agit de ralentir les écoulements, de limiter le ruissellement, de développer une gestion raisonnée des garrigues, de « renaturer » les cours d'eau, de maximiser la perméabilité des sols situés en amont de la chaîne. Cela renvoie à la question aujourd'hui fondamentale de la responsabilité de l'amont par rapport à l'aval. Dans la plaine habitée, il faut maîtriser de manière systématique et réduire l'imperméabilité des sols, collecter et gérer les eaux pluviales pour l'agriculture, les paysages, les usages. Et, sur le littoral, réduire l'exposition au risque.

Le grand plan de désimperméabilisation doit d'abord permettre d'augmenter la perméabilité en milieu urbain, pour limiter le phénomène de ruissellement, réalimenter les nappes souterraines, et lutter contre les îlots de chaleur urbains puisque l'eau est un des éléments du rafraîchissement. Cela concerne à la fois les opérations neuves et les opérations de réinvestissement urbain. Il faut donc travailler sur un seuil de perméabilité minimum, une végétalisation des sols, la création de parcs, la désimperméabilisation des espaces publics et privés concernant les interfaces bâties, les espaces de parking, les espaces libres, etc. Mais aussi de la végétalisation des bâtiments et des toitures. Il faut également favoriser une recolonisation végétale de ces espaces anciennement anthropisés. Mais cela concerne également le milieu rural car ces stratégies de désimperméabilisation passent, dans ces territoires, par une remise en culture des friches. Une dédensification, et une diversification des cultures intensives. Une variation des usages des sols, le développement des pratiques agricoles raisonnées, l'agroforesterie, la permaculture. Ce grand plan concerne également les ouvrages comme les bassins de rétention, autrement, car, avant, ils étaient considérés comme des ouvrages purement techniques. Aujourd'hui, ils peuvent être à la fois de véritables composants de paysage participant à la géographie, à l'identité de la Métropole et, avec la saisonnalité des événements pluvieux, ils peuvent devenir supports d'usages diversifiés séquencés.

Comme je le disais, à Montpellier, il y a parfois trop d'eau et parfois pas assez d'eau. Cela s'explique par la climatologie très particulière puisqu'il pleut beaucoup mais sur très peu de temps. À l'inverse, du mois de mai au mois d'août, il y a ainsi un véritable problème de sécheresse qui peut même entraîner du stress hydrique. La résilience du territoire se construit par l'anticipation de ces phénomènes qui vont être accentués par le changement climatique. Cela suppose d'économiser partout la ressource en eau, quels que soient les usages, urbains et agricoles. De récupérer et de réutiliser les eaux pluviales, de valoriser les réseaux d'eau brute, d'assurer la perméabilité et la qualité des sols, principale réserve d'eau, et de garantir la réalimentation des nappes. On a beaucoup parlé de l'eau, mais le grand plan de désimperméabilisation, de fertilisation des sols, doit permettre de donner plus de place à la nature. Et à la biodiversité. La métropole acclimatée doit donc largement donner la place à la nature, et développer partout, quelle que soit l'échelle, la biodiversité. En dé-

passant les positions d'arrière-garde entre urbanisation et nature, entre minéralisation, artificialisation et végétal. Le territoire montpelliérain, dans la matrice, existante est encore suffisamment robuste, doit intégrer le vivant dans son modèle de développement territorial et devenir exemplaire en termes de synergie entre développement urbain et densification et, d'autre part, préservation et valorisation des écosystèmes naturels. L'arc Nord des Cévennes et des garrigues et le territoire d'anticipation du littoral constituent deux réservoirs essentiels de biodiversité à préserver et à valoriser, tandis que dans la plaine habitée et agricole, la nature doit pouvoir partout diffuser. La mise en place d'un coefficient de perméabilité des sols et de développement biotopique peut constituer un levier intéressant d'imposition ou de négociation pour la naturation et la renaturation de l'ensemble du territoire.

La vision éco-systémique du territoire montpelliérain revient aussi à penser le modèle d'une écologie du Sud, en adaptant la conception des espaces publics au climat méditerranéen. La proto-écologie a en effet été inventée dans le bassin méditerranéen. C'est une forme d'intelligence, d'adaptation des hommes au climat, aux ressources qu'ils avaient à leur disposition. L'écologie, dans une version plus contemporaine, est plutôt venue des pays du Nord, dans une vision parfois un peu trop techno-centrée. L'écologie du Sud doit retrouver l'intelligence avec le milieu. C'est aussi une forme d'inversion du paradigme. Dans la plupart des normes environnementales, des normes écologiques, on cherche à valoriser le soleil comme ressource absolue, à se protéger en permanence du vent, avec un développement de la protection des milieux intérieurs des risques extérieurs. Ici, avec le modèle de l'écologie du Sud, de l'écologie du climat tempéré chaud, il s'agit peut-être de redonner la place à l'ombre, et au vent, comme valeur positive. Et de travailler beaucoup plus sur une forme de porosité, de perméabilité entre les différents milieux, intérieurs, extérieurs. Repenser les espaces publics, de ce point de vue, c'est penser les espaces publics comme vecteurs de rafraîchissement, en associant l'eau, le végétal, qui sont deux ressources fondamentales à Montpellier, et le vent. Pour fabriquer un rafraîchisseur bien connu, utilisé anciennement dans les maisons, avec un linge humide aux fenêtres. Il s'agit aussi de la mise en place d'une véritable trame fraîche sur l'ensemble du territoire métropolitain qui peut aider à la résilience du territoire face au changement climatique.

Il s'agit d'autre part de valoriser les ressources locales qui sont, sur ce territoire, exceptionnelles. Il y a du soleil en très grande quantité mais aussi du vent, des ressources dans le sous-sol, avec la géothermie, et des ressources par la biomasse. Mais elles ne sont pas aujourd'hui suffisamment exploitées. Il faut donc développer une véritable vision stratégique de la mobilisation de ces ressources renouvelables locales pour construire la sobriété et l'efficacité à l'échelle du territoire.

On sait que l'un des défauts des ressources renouvelables est la non continuité de la production avec une forme de précarisation possible de la ressource. Il faut donc, partout, penser la mise en réseau de ces ressources renouvelables, des productions locales et des consommateurs. C'est ce que l'on pourrait appeler des boucles locales d'énergie, des *Smart loops*. Je préfère parler de mise en réseau, de synergie, en termes de ressources d'énergies. Cela permet de consommer moins, de consommer mieux, de répondre à la problématique de non continuité de la production des ressources locales, mais aussi de réguler, de lisser les besoins, et des mécanismes de péréquation, des formes de solidarité énergétique. En effet, 20 % des habitants de la Métropole sont en situation de précarité énergétique, en dépit de la quantité exceptionnelle et de la diversité exceptionnelle des ressources du territoire. Cela concerne toutes les échelles, y compris la domesticité. Et tous les acteurs, jusqu'aux particuliers.

Il faut également se servir du neuf même si ce n'est pas là que se situent les gisements en termes d'économies d'énergie. Ces gisements se situent dans la ville existante et il faut donc se servir du neuf, quelle que soit la taille des opérations. Le neuf peut en effet constituer un effet de levier pour rétroagir de façon positive sur le territoire d'accueil et établir, avec l'existant, des synergies gagnant-gagnant. C'est ce que j'appelle la solidarité performancielle.

Ce qui transparaît dans cette vision renouvelée du territoire métropolitain, c'est cette approche à la fois systémique et co-systémique. On parle d'économie circulaire, et nous sommes dans un processus d'écologie territoriale où la logique des filières nous paraît très importante. Il faut déterminer qui participe, à qui cela profite, et quels sont les dynamiques socio-économiques qui peuvent être activées par ces leviers.

En conclusion, dans une approche systémique de dépassement des risques, pour en faire un sujet à la fois d'appropriation, une matière à projet, une culture de la résilience, dans une perspective de fabrique d'un néo écosystème urbain et rural, répondant de façon complémentaire et équilibrée aux enjeux de l'urbanisation et de la densification, d'une part, et aux impératifs du vivant, cette ambition pour Montpellier Méditerranée

Métropole prône un modèle de développement durable méditerranéen à la fois local, endogène, culturel, résilient, mais aussi économiquement dynamique, intégrateur et solidaire.

Sylvie GROUEFF

Merci. Vous avez dit, au début de votre intervention, qu'il fallait considérer la Métropole comme un tout. Est-ce que cela signifie qu'il s'agit d'une forme de facilitation pour le territoire métropolitain, de maîtriser l'amont et l'aval ?

Franck BOUTTÉ

Je les dis parce que, dans de nombreux territoires sur lesquels nous pouvons travailler, nous voyons qu'il y a des *hinterlands* qui sont très grands et peu maîtrisés, finalement, entre la ville centre, les parties urbanisées, et le reste du territoire. Ce que j'ai appelé le désalinisateur a constitué une forme de révélateur. Nous avons observé une cohérence de l'échelle territoriale et de l'échelle de la Métropole pour régler un certain nombre de sujets dont la question du cycle de l'eau. Nous pouvons retrouver un cycle complet de l'eau ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faut prôner une forme d'autonomie voire d'autarcie de la Métropole. Mais elle peut, dans son propre territoire, répondre à la plupart des enjeux auxquels elle est soumise.

Sylvie GROUEFF

Concernant la proto-écologie, et l'écologie du Sud et l'écologie du Nord, si j'ai bien compris, vous ne les mettez pas en confrontation. Vous dites qu'il ne faut pas s'en remettre complètement à l'écologie du Nord qui serait essentiellement techniciste mais qu'il faut la mélanger avec une écologie du Sud plus proche des éléments naturels.

Franck BOUTTÉ

Je suis un ardent défenseur de l'écologie du Sud. Comme je le disais, la question de la proto-écologie renvoie à la question de l'intelligence, de l'adaptation des hommes à leur milieu. J'ai envie de dire aussi que l'environnement, étymologiquement parlant, parle des environs. C'est une notion à la fois récente et anthropocentrique. Cela concerne ce que l'homme peut comprendre, peut découvrir, de l'univers qui l'entoure, qui est considéré comme, par définition, une abstraction pour lui. C'est donc cette idée à la fois de la compréhension, de la relation réciproque (on parle beaucoup d'anthropocène mais, évidemment, la question de l'environnement est très liée à cela) et d'une forme d'intelligence et d'adéquation au milieu. J'insiste sur la notion de milieu. Pour moi, l'environnement, dans sa version historique, renvoie à la question de l'intelligence par rapport au milieu. Depuis quelques années, une autre approche de l'environnement et de l'écologie a été inventée. Il s'agit de l'environnement comme abstraction. Qui parle des phénomènes planétaires, sachant que les indicateurs de cet environnement sont les indicateurs non localisés, non périmétrés, mais un peu abstraits. Je pense qu'aujourd'hui, dans une démarche d'intelligence, de durabilité, de résilience, il faut savoir articuler cet apport scientifique indéniable de l'environnement comme abstraction avec la question de la compréhension des phénomènes planétaires, avec la question de l'environnement comme milieu ou de l'intelligence de l'adaptation à son milieu. Il faut se nourrir de cette proto-écologie du bassin méditerranéen car c'est en Méditerranée que l'on a inventé des villes blanches pour réfléchir le soleil. Des villes compactes, aux rues étroites, pour se protéger du soleil. Et que l'on a même dessiné des villes et des espaces publics avec le vent. C'est cette intelligence par rapport au milieu, cette sollicitation des ressources naturelles comme étant des éléments de façonnement de notre développement territorial et urbain, qu'il faut, je pense utiliser.

Sylvie GROUEFF

Je redonne la parole à François Leclercq sur le développement urbain, économique, les mobilités et les stratégies métropolitaines.

Monsieur le Président

J'ai oublié de citer, tout à l'heure, et je m'en excuse, la Caisse des Dépôts, qui est présente, ainsi que la Chambre de Commerce et d'Industrie et les corps consulaires qui sont représentés. J'en profite également pour remercier le Midi-Libre pour le très bel article « Envolée vers la ville du futur ». Dans le paragraphe un, pour éviter les incompréhensions, il faut lire exactement ce que nous avons délibéré, concernant un tiers deux tiers. Il faut ainsi lire dans le sens suivant : « l'objectif ambitieux est de préserver durablement deux tiers d'espaces naturels et agricoles et de limiter l'urbanisation (et non pas de l'étendre, comme c'est écrit) au un tiers du territoire ». Merci de le rectifier.

François LECLERCQ

Les présentations montrent une forme de chapitrage de notre travail qui n'a pas forcément lieu d'être dans la mesure où tout était fortement entremêlé. Les éléments concernant les dynamiques de développement urbain

sont parfaitement imprégnés des considérations d'écosystème, d'environnement, de nature. Concernant les dynamiques de développement urbain, nous nous appuyons sur la conservation de la particularité de Métropole des villages, tout en la fortifiant au regard de son attrait. Nous proposons trois dynamiques de développement urbain.

En premier lieu, l'amphithéâtre des villages, de Courbonterral jusqu'à Montaud. En déterminant comment chaque village peut se réinventer, se fortifier, en gardant toutes ses qualités. Il s'agit ensuite de la vitrine métropolitaine avec ce qui existe de manière parallèle au littoral. Enfin, il s'agit du *ring*, du contournement de Montpellier, qui va se terminer. Nous avons également abordé les sept portes de la Métropole qui constituent des lieux d'intensité urbaine et de focalisation, qui constitueront des lieux d'accès. Tout cela étant traversé par la notion d'armature d'espace public, avec la continuité des modes doux très peu présente actuellement, pour sortir du tout voiture. Il s'agit en effet d'inventer les trottoirs de la Métropole qui fabriquent la Métropole en continu pour les piétons et les modes doux. Si la porte peut renvoyer à une notion de fermeture, nous l'utilisons plutôt comme un point de rencontre, de croisement, de focalisation des infrastructures routières et de tous les réseaux de transports en commun. C'est là où basculeront les différents modes de mobilité. Il s'agit d'un lieu de rabattement naturel des flux automobiles. Il s'agit de pôles d'échanges inter modaux qui génèrent des lieux puissants d'où partira la rénovation urbaine, de manière linéaire ou focalisée. Il y a d'abord la porte Saint-Roch qui se situe, de manière historique, au centre. Il y a ensuite la porte nationale et internationale, en relation avec la nouvelle gare et l'aéroport. Il y a ensuite la porte Est, vallée de Bérange, appuyée sur le Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues. Il y a ensuite la porte de Sète, la porte de Sablassou, la porte du Pic Saint-Loup à la frange Nord de Montpellier, et la porte de la vallée de l'Hérault, au début de l'A750, vers la Mosson. Je vous présente l'illustration théorique de ce que peut constituer une porte. Il y a un travail affiné, porte par porte, chaque fois, ce qui nécessite des études urbaines approfondies. La notion de transport est ici prédominante et constitue l'objet fondateur, déclencheur, de l'utilisation de ces lieux. Il y a également le commerce, le tertiaire, le résidentiel, les services, les loisirs. La notion de *smart city* est très importante concernant les nouveaux modes de travail et d'innovation dans le numérique.

Le contournement constitue par ailleurs un territoire d'interfaces. À Montpellier, le réseau routier et autoroutier est plutôt efficace, confortable. Les projets en cours doivent permettre de terminer à terme le contournement grâce à la DEM à l'Est et au COM (Contournement Ouest de Montpellier) à l'Ouest. C'est sur ce contournement que se situeront les portes. Cette infrastructure est d'habitude assez fonctionnelle mais doit, ici, s'intégrer dans un projet d'ensemble avec des alternances, en séquences urbaines et en séquences de paysages. Il ne s'agit donc pas juste de tuyauterie de route, mais de vrais lieux de formation urbaine. Il faut donc modifier l'usage et la perception de ces grandes infrastructures. Elles sont plantées, longées, avec des alternatives à la voiture. Cela renvoie à tout un travail sur la notion de lisière. La voiture va beaucoup évoluer dans les temps à venir et ces modifications se feront donc de manière assez naturelle. Les modes doux, la végétalisation, la gestion des eaux, sont ici concernés. Une autoroute constitue en effet à la fois un lieu de paysages, de vie, de parcours, et pas uniquement pour les automobiles.

Concernant la constitution de la grande vitrine métropolitaine qui, avec cette nouvelle figure de la vitrine, linéaire, s'appuie sur les infrastructures de la LGV, de l'autoroute A9 transformée en boulevard urbain, et de l'A709, il s'agit d'une sorte de lanière à très grande échelle, à vocation économique, qui reçoit les grands équipements. Il s'agit de la gare de la Mogère, d'Odysseum, du futur pôle d'échanges multimodal de Rondelet et de Roque Fraïsse. C'est un lieu qui est donc très long, mais en séquences de paysages, en séquences d'économie, de production agricole, etc. C'est là que la lisibilité de la dynamique économique de la Métropole peut se situer. Concernant la mobilité, nous sommes très marqués, à Montpellier, par les réseaux de tramway. Il s'agit donc de continuer cette extension, mais de manière très ciblée, très précise. Nous savons le coût que cela représente, et nous avons perçu les limites de la fréquentation. Il faut donc développer aussi d'autres systèmes d'axes de transport en commun efficaces. En travaillant sur d'autres modes, rapides, cadencés, mais pas forcément avec la lourdeur d'infrastructures comme le tramway. Il s'agit par exemple du TCE, transport en commun efficace, pour aller jusqu'à Prades-le-Lez, Murviel, Montaud, Beaulieu, etc. Pour aller au plus profond des territoires mais de manière plus légère. Autour de ces axes, il s'agira de créer des corridors d'intensification urbaine. Le principe est celui de l'irrigation de l'ensemble du territoire, avec des modes alternatifs à la voiture mais beaucoup plus simples que précédemment.

Il s'agit ensuite de la récupération, ou du développement de ce qui existe déjà, à travers le ferroviaire qui existe déjà, en le rationalisant, en le cadencant mieux grâce aux nouvelles voies créées. Il s'agit d'organiser le rabattement sur ces voies, comme à Sablassou ou Baillargues. Le ferroviaire constitue donc une richesse, par rapport à cette libération récente.

Il s'agit aussi d'inventer de l'intensité urbaine autour des pôles d'échanges multimodaux, qui sont des lieux d'interaction, de mobilité. Entre les grands pôles intermodaux. Nous avons tout un réseau de pôles intermodaux et il faut déterminer comment, entre eux, peuvent se situer l'intensité et la constitution de villes plus fortes, qui sont marquées par les réseaux, en s'appuyant sur les modes alternatifs à la voiture.

Il y a également la constitution d'espaces publics à l'échelle de la Métropole. La photo projetée illustre la nécessité de créer du lien continu pour les piétons. Pour dépasser les culs-de-sac, les ruptures, les discontinuités. La fabrication des trottoirs de la Métropole constitue ainsi un vrai projet d'ensemble avec un discours harmonisé, avec les mêmes lampadaires, etc. Pour parler à tous.

D'autre part, l'activité économique est très importante par rapport à l'attrait que doit continuer à offrir Montpellier. Aujourd'hui, nous sommes en effet en surcapacité tertiaire. Il existe en effet une demande de foncier pour d'autres activités. Il y a sans doute eu trop d'offres dans un standard immobilier très connu, classique. L'autre mode d'activité est plus basé sur de la production. Avec des mini-campus. Il faut y répondre, pour lutter contre la baisse de compétitivité qui peut être induite par ce manque. Il faut donc diversifier l'activité économique et réinvestir largement dans les zones d'activités existantes, en les densifiant, en les transformant, en inventant d'autres produits, d'autres manières de travailler. Cela concerne en particulier la vitrine métropolitaine, en bord de littoral, au Sud de la ville centre. Sur l'axe du savoir, plus au Nord, en allant d'Euromédecine jusqu'à Acropolis. Il faut en effet localiser les bonnes entreprises aux bons endroits. En les rapprochant des transports en commun. Il faut donc avant tout considérer que tout ce qui est proposé comme nouvelle installation doit être parfaitement en cohérence avec les plans de transport proposés.

L'économie concerne donc bien sûr ces grandes zones mais il peut également s'agir d'emplois spécifiques pour les villages de la Métropole. Cela renvoie la question du très haut débit et des nouveaux modes de travail. Dans la Métropole, 29 % des emplois sont occupés par des cadres et professions libérales. Ce qui est considérable et beaucoup plus qu'ailleurs. Il faut donc favoriser le télétravail. Il y a également beaucoup de start-ups à Montpellier mais les villages peuvent aussi offrir des lieux adaptés pour ces évolutions. La notion de *smart city* peut donc être parfaitement transversale pour la Métropole en existant à toutes les échelles, du centre, des grandes zones d'activités, comme dans les petits villages. Qui peuvent être tout à fait adaptés pour le travail. Il s'agit donc de transformer les maisons, les pavillons, du fait des nouveaux modes de travail. Pour permettre du confort et une relation à l'habitat qui soit extrêmement attirante au regard du rapport à la nature et à l'environnement général de la Métropole.

Concernant le commerce, au regard de ce qui se passe dans les villes actuellement, il s'agit de conforter les éléments existants, la route de la mer, tous les petits centres des villages, parfois même en réinventant des commerces de proximité. Il y a également, comme ailleurs, la nécessité d'arrêter de développer les centres commerciaux sachant que, dans la prochaine décennie, de nombreux centres commerciaux vont tomber en désuétude en devenant des *dead malls* alors qu'il y aura d'autres modes de consommation qui apparaîtront. L'autodestruction des centres commerciaux devrait ainsi induire une libération de foncier.

Le tourisme présente pour sa part une grande richesse et diversité il faut amplifier le travail existant en créant des parcours thématiques, autour du vin ou du patrimoine, par exemple. Pour partager beaucoup plus ce lieu par rapport au tourisme et aux habitants. Être touriste dans sa propre ville me paraît en effet merveilleux.

La Métropole doit ainsi devenir le centre rayonnant d'un bassin touristique exceptionnel, comme le montre la carte. Montpellier, grâce à sa vie nocturne, à son ambiance extraordinaire que nous ne connaissons tous, constitue également une base active pour aller sur le littoral et dans des grands sites, comme Arles, où le pont du Gard, ou Nîmes. La stratégie touristique doit donc se baser sur ce bassin qui est bien plus large que la Métropole.

La Métropole doit également tendre la main à ses voisins. Pour éviter le décrochage des villes qui sont limitrophes. Les métropoles puissantes et riches d'avenir, comme Montpellier, ont l'obligation de prendre en compte les territoires plus lointains. Il s'agit d'éviter les décrochages et conserver les bassins de vie, avec des relations quotidiennes qui permettent des échanges. Ce que peut porter la ville puissante, centrale. La Métropole a donc vocation à être complète, puissante mais en travaillant également avec l'extérieur.

Il s'agit d'une opportunité riche pour inventer un avenir qui ne soit pas subi, en choisissant un système qui parle à l'ensemble des territoires, à la mer, à l'arrière-pays, aux villages, mais aussi au centre. Nous avons été très séduits par la méthode utilisée, par ce travail mené ensemble durant deux ans.

Monsieur le Président

La diapositive présentée montre Montpellier située entre les deux grands paysages que sont les Cévennes, et la mer. Cela est écrit noir sur blanc dans notre programme des élections municipales. L'engagement a donc été tenu. Depuis le XVII^{ème} siècle, Montpellier, ville royale, a essayé de se situer dans le grand amphithéâtre et de l'exprimer par son architecture et son urbanisme. Ce que nous faisons aujourd'hui, nous le faisons à la suite des anciens. Ce n'est pas un raisonnement ex nihilo. Lorsque, au XVII^{ème} siècle, Louis XIV proposa à la ville de construire la place royale du Peyrou hors-les-murs et en site perché, il a posé sur la ville un voile qui empêche tous de construire au-dessus de la place. C'était pour regarder au Nord le contrefort des Cévennes. Le grand paysage. Et, au Sud, la mer et les étangs. Lorsque le grand architecte, Geddes, père de la ville durable, installé au collège des Écossais, non loin de l'école d'architecture, son observatoire de la ville, il l'a installé là, à cet endroit précis, où l'on voit le grand paysage, les Cévennes et, au Sud, le grand paysage des étangs et de la mer. Il y a eu beaucoup d'entorses à ce raisonnement. Lorsque je suis à proximité de la cathédrale de Villeneuve-lès-Maguelone, et que je regarde le Pic Saint-Loup, mon regard est rompu par l'Arena, par la tour Saint-Martin, et par d'autres objets architecturaux posés çà et là. Il n'y a pas de mal à vouloir construire en verticalité. Mais à condition que cela émane d'un raisonnement construit. Et non pas pour se faire plaisir et poser ici ou là un objet architectural pour dire qu'on l'a fait. Dans une forme de symbole phallique. Avant de poser une tour, ou de grands bâtiments verticaux, il est bon de regarder la *sky line* de la ville. La silhouette de la ville. Il faut la rompre s'il le faut, mais pas n'importe comment. Il ne faut pas détruire les grands paysages. Ou, alors, il faut expliquer pourquoi on le fait, et le signifié.

C'est pour ça que, protéger Montpellier et sa qualité de vie, c'est aussi vouloir faire cette étude, qui se déploie dans un territoire beaucoup plus important que celui de la Métropole. L'étude Montpellier Territoires Métropole productive s'inscrit ainsi dans la culture du grand territoire, de ce que l'on appelait « le montpelliérain », qui forme l'essentiel du département de l'Hérault.

Concernant l'avenir, j'ai prévu, en 2019, d'organiser la conférence des villes de la Méditerranée. C'est l'écologie méditerranéenne qui sera la thématique choisie. Parce que, comme cela a été dit, elle est spécifique, particulière. Elle s'inscrit dans un contexte précurseur. Novateur. Et pragmatique. C'est pour cela que nous instituerons un cycle de conférences. Et nous inviterons les villes de la Méditerranée à en débattre avec nous. Celles de cette rive mais aussi de l'autre.

En terminant, je voudrais remercier les services de la Métropole. Et notamment Yves Nurit qui travaille avec nous depuis de nombreuses années sous la responsabilité de Christian Fina. Je veux également remercier l'ensemble des services de la Ville qui ont participé. Et les services de l'État qui sont tous là et que je remercie pour leur présence. Ce matin, nous avons réalisé un bel exposé, qui est porteur d'avenir, et je remercie François Leclercq, Franck Boutté et Bertrand Vignal, Marie Trveau, et Sylvie Groueff pour leur participation très active, notamment dans la rédaction de ce document qui a demandé beaucoup d'implication personnelle.

Je vous laisse la parole.

Arnaud MOYNIER

Merci pour cette présentation. Cela fait plaisir de voir une vision stratégique pour la Métropole. Je pense que nous sommes tous convaincus aujourd'hui du sens que peut avoir le mot Métropole dans le monde quand on a la chance de voyager, de par ses fonctions, son travail. Les métropoles sont très importantes au sein de leurs économies nationales dans les différents pays. C'est une réalité économique. Je suis très content d'avoir écouté l'intervention de Monsieur Leclercq parce que, finalement, il a été le seul à parler un peu d'économie. Et donc de création de richesses. Une grande partie du discours était en effet axé sur l'agriculture, sur l'agro-écologie. J'en suis très heureux.

Mais permettez-moi de vous dire que je trouve que votre vision est toujours très verticale. C'est un fils d'agriculteur qui vous parle. Et qui vit à la campagne. Nous avons toujours l'impression que l'on nous donne des conseils pour nous expliquer comment fonctionne l'agriculture dans nos villages. Laissez-nous vivre. Les agriculteurs font très bien leur travail, jettent leurs épluchures aux poules, savent faire fonctionner leur tracteur, et n'ont pas besoin de conseils. Laissez-nous vivre. L'agriculture de proximité est très positive. Nous la vivons tous les jours. Mais je ne suis pas sûr que c'est en allant un peu plus loin dans nos discussions, aujourd'hui, que nous allons créer un gros différentiel de création de richesse. On parle d'agriculture de proximité, mais nos agriculteurs sont également très contents d'exporter leurs produits à l'étranger. Notamment. La création de richesses vient essentiellement de là. Des exportations. Le canal Philippe Lamour à 50 ans et finalement c'est lui qui crée la principale richesse au sein de notre territoire car nous sommes dans la plus grande zone irriguée d'Europe du Sud grâce à ce canal. Nous avons donc une richesse formidable. Nous le savons.

Elle est notamment agricole.

La notion de Métropole productive me plaît beaucoup mais j'aimerais qu'elle puisse être adossée à un objectif. Par exemple, de création de richesse. Et, pour créer de la richesse au sein du territoire, puisque les gens qui vivent sur ces territoires attendent d'avoir des ressources financières pour consommer, il faut placer cette création de richesse au centre de notre réflexion. Il faut ainsi que le territoire soit attractif. Il faut effectivement pour cela que la ville bouge, soit novatrice, comme avec la *smart city*. Je suis également très content d'avoir entendu le souhait que les villages soient connectés. Et je remercie la Métropole pour le travail fait notamment sur la fibre optique puisque je fais partie des villages dans les premiers raccordés. Cependant, il y a quelques années, nous avions des projets, notamment avec la Ville de Montpellier, sur des bureaux partagés au sein de nos communes un peu excentrées. Mais ils avaient été rejetés. Avant que n'existe la Métropole. C'était il y a huit ou neuf ans. C'était donc peut-être déjà un peu trop novateur. Mais je trouve que tout cela va dans le bon sens. Pour que la cité soit attractive, elle doit également être propre, sécurisée. Des efforts sont nécessaires dans ce domaine. Pour aller encore plus loin. Mais il existe une multitude de métropoles dans le monde dont certaines sont riches, mais d'autres pauvres. Il faut donc savoir ce que nous souhaitons. Pour que les métropoles soient riches, il faut qu'elles soient cohérentes et attractives. Je vous remercie pour vos interventions de grande qualité.

Monsieur le Président

Merci. Je n'ai pas trouvé, dans ce que vous dites, d'éléments contredisant ce que nous avons dit. Sur l'agriculture, j'ai en effet indiqué en préalable que nous souhaitions absolument avoir le label Chambre d'agriculture de l'Hérault. À ma connaissance, la Chambre d'agriculture de l'Hérault défend, avec les syndicats, l'ensemble des agriculteurs. C'est pourquoi je suis très attaché à avoir ce label. Et je ne ferai donc pas voter le schéma avant de disposer de ce label. Je partage également votre point de vue sur la ville attractive.

François LECLERCQ

Concernant l'économie, j'aime la notion, d'une sociologue et économiste américaine, qui affirme « *jobs follow people* ». Avant, c'était le contraire. On partait travailler dans des endroits, loin, comme les mines. Actuellement, surtout concernant les cadres, les gens ont envie de s'installer où ils veulent, là où il fait beau, où il y a une grande qualité de vie. Cet environnement global doit ainsi permettre de favoriser l'économie, et y compris l'agriculture, raisonnée, qui contribue à la qualité de vie. Les industries et activités vont ensuite s'installer là où les gens ont envie d'aller grâce à l'environnement qualitatif. Nous devons donc déterminer les bonnes localisations pour les activités.

Henri ROUILLEAULT

Ce débat est très important puisqu'il constitue l'acte un. Le schéma constituant l'acte deux, et le PLUi constituant l'acte trois. J'ai relevé une erreur majeure dans Midi-Libre, aujourd'hui, qui consacre une demie page à cette réunion qui affirme que nous allons, d'ici 2050, vers une consommation d'un tiers d'espaces naturels supplémentaires. C'est une erreur majeure. Un complet contresens. Il n'y a pas de chiffres puisque vous êtes encore en discussion, comme vous l'avez indiqué, mais on sait déjà un certain nombre de choses puisque nous avons déjà débattu du bilan du précédent schéma. Il y a eu un ralentissement, depuis 2006, de la croissance de la consommation d'espaces naturels et d'espaces agricoles. Et il faut que, tout en étant en croissance économique, nous ayons un nouveau coup de frein très significatif pour rester dans le seuil qui ne dépasse pas plus d'un tiers de surfaces urbanisées. Nous devons être aujourd'hui aux alentours de 30. C'est pourquoi nous aurons besoin, dans les documents concrets de mise en œuvre, de davantage de cas où il faudra limiter l'emprise au sol, d'introduire des coefficients d'imperméabilisation, et de biodiversité. Nous sommes donc devant des enjeux tout à fait majeurs si nous souhaitons un développement économique durable de notre Métropole.

Monsieur le Président

Je partage vos propos. J'ai évoqué, tout à l'heure, l'interprétation fallacieuse présente dans l'article de Midi-Libre, même si cet article est correct dans son ensemble. Cette ligne doit être corrigée car elle n'est pas conforme y compris à la délibération que nous avons prise. Concernant la perméabilité des sols, les communes, dans leur PLU, sont tout à fait à même, dans leur PLU, de mettre en place les dispositions nécessaires, parcelle par parcelle, pour régler ce problème. Sur les grands projets majeurs, et ce que nous faisons sur Ode à la mer par exemple, nous restituons les terrains naturels, au lieu de laisser les parkings qui, eux, rendent imperméables l'ensemble des sols. Je vous rejoins sur votre analyse. Avec cette philosophie d'aménagement de la grande zone de Montpellier puis le vote du schéma de cohérence territoriale que j'ai repoussé parce que je considère, avec la Chambre d'agriculture, que l'effort n'est pas suffisant pour la protection des terres à fort potentiel, et enfin la construction du PLUi qui demandera 31 réunions spécifiques dans les communes.

Noël SEGURA

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, je voulais tout d'abord vous remercier et remercier Stéphanie Jannin, Yves Nurit, qui, avec les maires, et les services, ont permis d'élaborer ce schéma. Je remercie tous les autres participants. Hier, j'étais à Mireval, chez les pompiers, avec le maire, et je leur ai parlé du pastoralisme. Nous avons un territoire commun, à la Gardiole, avec Fabrègues. Il était très heureux que le pastoralisme s'installe car il l'attendait depuis longtemps. Cela va permettre également de faire de l'élevage dans les prés salés de Villeneuve-lès-Maguelone. Ce qui, sur le plan économique, permet aussi de vendre les viandes salées. Des prés salés.

Par ailleurs, j'ai vu une idée dans un reportage, qui me semble judicieuse. Il s'agissait d'installer, dans les massifs, des brise-vue comme on les retrouve sur les terrains de tennis, pour récupérer le brouillard et l'humidité, au goutte-à-goutte, permettant d'alimenter tout un village. Il s'agit peut-être d'une idée à reprendre, pour les hauts cantons, ou au pied des Cévennes. Cela permettrait de récupérer cette eau pour la stocker et peut-être irriguer des plaines, des cultures au piémont.

Monsieur le Président

Les retenues d'eau, les retenues collinaires, constituent aussi une manière de gérer l'irrigation des cultures comme en Midi-Pyrénées. Nous ne le faisons pas, de manière traditionnelle, en Languedoc-Roussillon. Très peu. Mais il y a peut-être effectivement à s'enrichir de l'expérience de la grande région.

Bertrand VIGNAL

Je n'ai pas répondu, tout à l'heure, sur la question agricole, mais je pense que la question du pastoralisme est essentielle. Il permet de reconquérir ces lieux et a des effets bénéfiques multiples, enrichissants, pour l'emploi, pour les paysages, qui évoluent. Également pour la question du feu. Des contacts entre les gens. Des massifs vivants. De la diversité écologique. Une personne qui s'installe a ainsi un effet énorme sur l'écosystème. Concernant l'eau, il faut déterminer comment la retenir, comment la valoriser. Vous avez évoqué ici une idée. Je ne sais pas si elle est adaptée dans ces zones mais je crois en l'accumulation car il existe des centaines de bonnes solutions qui doivent être mises en réseau. C'est ce que Franck a essayé de démontrer. Avec la nécessité de relais, pour préserver la ressource en eau. Il faut donc inventer dans tous les domaines.

Anne BRISSAUD

J'ai trouvé ces exposés brillants. Sur le fond ils nous apportent des éléments que l'on pouvait supposer ou connaître. Mais j'ai quelques interrogations sur des applications concrètes de ce qui vient de se dire. Sur Montpellier, par exemple, c'est l'inverse qui me semble avoir été pratiqué ces dernières années. On a beaucoup bétonisé, étendu et étalé l'espace construit et, aujourd'hui, il est difficile de revenir en arrière, et de tenir compte de tout ce que vous avez dit notamment concernant la désimperméabilisation des villes avec laquelle je suis d'accord, tout en replaçant l'homme et son bien-être au centre du territoire, et son action sur l'environnement. Nous devons nous servir aujourd'hui des atouts de notre territoire pour lier le climat, les constructions, l'économie. Vous avez évoqué le quartier Saint-Roch avec un bassin de rétention. Avez-vous réalisé des simulations sur des zones qui lient le littoral, comme sur l'avenue de la mer, où des constructions sont en cours ? Elles ne me semblent en effet pas aller dans ce sens. Il y a effectivement un bassin de rétention, avec le parc qui a été préservé, mais les constructions à venir semblent aller à l'inverse de ce qui est proposé.

J'ai une autre question. Vous avez parlé des toits végétalisés qui peuvent apporter un peu de fraîcheur à la ville. Mais vous n'avez pas évoqué l'économie circulaire, le zéro déchet, ce qui constitue, pour moi, l'avenir. Ce n'a pas du tout été le cas à Montpellier. Par exemple, la nouvelle mairie n'a pas du tout été construite dans cette optique ce qui aurait pu être novateur. La hauteur des immeubles a été évoquée, pour construire de manière plutôt verticale qu'horizontale. Je vous rejoins sur ce point. Est-ce que, par exemple, cela pourrait remettre en cause la servitude du Peyrou. Je pose cette question au Président de la Métropole.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre sur les aménagements hydrauliques et la verticalité.

D'abord, sur toutes les ZAC réalisées de part et d'autre de l'avenue de la mer, de l'avenue Raymond Dugrand, l'ensemble des dispositions hydrauliques sont réalisées. Vous avez parlé du parc Charpak mais, sur cette zone, la ZAC Parc Marianne et la future ZAC République, il n'y a pas que le parc Charpak qui sert de bassin de rétention. Le ruisseau d'une Negues Cats a ainsi été aménagé et la transparence Lez Lironde a été aménagée comme une zone à laquelle nous ne pouvons pas toucher. Que ce soit sur la ZAC République ou sur la ZAC Rive Gauche, entre les derniers immeubles de logements étudiants ou de bureaux, et l'autoroute A709, c'est une zone qui sert de bassin d'extension des crues pour le Lez, la Lironde et le Negues Cats. Nous avons donc

là cette transparence hydraulique qui sert à drainer le problème.

À Montpellier, nous avons, dans notre PLU, depuis une vingtaine d'années, installé toutes les dispositions en termes de transparence hydraulique, à la parcelle. C'est-à-dire que, chaque fois qu'il y a un programme sur une parcelle, un tiers doit assurer la transparence hydraulique. Effectivement, les quartiers qui ont été construits il y a 40 ou 50 ans nous échappent. Mais c'est à nous de les reconquérir. C'est pour ça que les projets ANRU sont importants, notamment sur les quartiers 'Politique de la Ville', notamment à la Mosson où nous refaisons l'urbanisme de dalle, en intégrant des parties d'environnement qui assurent les transparences hydrauliques. Nous dédensifions ainsi un certain nombre de zones extrêmement denses. Je ne suis pas contre la verticalité mais je pense qu'elle doit se faire le long des lignes de tramway. C'est là qu'il faut densifier car la ville durable c'est celle qui est enroulée aux rails, aux transports collectifs, non polluants, en site propre. Dans le cadre du bien-être de chacun des citoyens, il faut qu'il y ait une réflexion sur la silhouette de la ville. On ne plante pas une tour n'importe où, n'importe comment, à n'importe quelle hauteur. Une tour se construit pour autre chose que simplement un objet architectural beau, à son nom.

Franck BOUTTÉ

La question du passage à l'acte est effectivement fondamentale. Le troisième volet du travail qui a été réalisé sous le pilotage de François concerne justement la manière de passer à l'acte. Après le diagnostic et le constat, le plan et ses cinq grandes orientations, qui présentent la vision stratégique, le troisième volet décline cette vision sur des sites démonstrateurs et doit permettre d'élaborer une boîte à outils. Pour s'inscrire dans le territoire, en identifiant les possibles points de blocage, les documents administratifs réglementaires où il faut inscrire l'ambition pour arriver au résultat. Après avoir partagé la vision, chaque intervention sur le territoire, quelle que soit sa taille, doit servir cette grande stratégie.

Jean-Luc MEISSONNIER

Je souhaite ajouter un élément à l'intervention de Monsieur Leclerc. Vous avez notamment parlé de la porte Est, et de la coulée du Bérange. Vous avez également évoqué les ceintures essentielles au territoire de la Métropole. Mais vous n'avez pas évoqué la déviation de la RN113. Je voudrais que cet élément soit ajouté car le pôle d'échanges multimodal est en pleine expansion et fait référence. Je rappelle qu'il y a 17 ans, on me parlait d'amener le tramway à Baillargues. Je l'avais refusé. C'est parce que j'avais à ce moment-là quatre trains qui s'arrêtaient à cet endroit. C'était une halte ferroviaire de maigre attractivité. J'avais donc réalisé un coup de poker en misant sur la gare TER de Baillargues pour permettre, à terme, de se rabattre, pour des populations du District de l'Agglomération et maintenant de l'entière Métropole mais aussi des territoires voisins (puisque, dans le SCoT de Mauguio on fait état, dans son approbation, d'un rabattement sur le pôle d'échanges multimodal de Baillargues). Les anticipations, en 2001, alors que nous n'avions aucun mètre carré ont nécessité l'investissement de la ville sur des acquisitions foncières qui permettent aujourd'hui d'anticiper un axe qui va vers l'aéroport, avec la suppression du passage à niveau. Également permettre le développement du pôle d'échanges multimodal dans l'intérêt général, et notamment pour permettre aux populations de s'installer de manière plus dense sur les territoires qui sont actuellement préservés.

Je souhaite parler de ces territoires car, quand on parle d'agriculture, souvent, on pense à la viticulture, bien sûr, mais on oublie l'élevage. On parle souvent des moutons et des chèvres pour régler les problèmes de pastoralisme et éviter les incendies, mais on oublie de parler de l'élevage des taureaux camarguais. Car il s'agit de pastoralisme. Ils peuvent paître dans des zones humides, inondables, à très faible potentiel valorisé. Mais cela amène également une forme d'économie liée au tourisme avec l'attrait que constituent les taureaux, comme les flamants roses. Ou les chevaux blancs. Il y a également la transformation, avec un AOP qui est désormais référencée et permet d'élever dans un milieu urbain puisque, maintenant, les taureaux peuvent paître au cœur des villages, ou dans les garrigues, où ils sont plus en sécurité au regard de l'inondation. J'aimerais donc que ces éléments soient inscrits dans le document car nos populations, lorsqu'elles viennent s'installer, et au regard du développement démographique du département et de la Métropole qui est très fort, viennent chercher autre chose que le simple fait d'habiter. Elles viennent vivre dans nos communes et participer à nos traditions, notre culture. C'est ainsi que nous aurons le lien social nécessaire entre les néo et les anciens, ce qui est essentiel, en prenant en compte ces modes de déplacement pour développer l'économie, et réduire les déplacements. Le pôle d'échanges multimodal de Baillargues ne prendra réellement toute sa dimension que lorsque nous aurons dévié la route 113 car les modes de déplacement actuels, avec les lignes de TaM, conduisent parfois à avoir des bus vides. Il pourrait donc être utile de rabattre des bus sur le pôle d'échanges en accord avec les territoires voisins, du Lunellois, notamment, ou de l'étang de l'Or. Il s'agirait d'un aménagement du territoire cohérent, avec des investissements communs, croisés. Il faut donc valoriser les anticipations de manière foncière.

Enfin, pour réaliser un aménagement du territoire pertinent, il faut des réserves foncières. Pas spécialement pour urbaniser à outrance ou faire de l'agro-écologie, mais surtout pour anticiper sur ce dont on a parlé tout à l'heure, avec la faune préservée. Nous avons parfois besoin de zones de compensation. Elles permettent d'activer sans perdre de temps pour développer l'économie, l'habitat, le logement social. J'attire donc votre attention sur une inscription, sur les territoires qui seraient à préserver, qui permettrait de préserver des territoires pour permettre à l'aristoloche, à la couleuvre de Montpellier, aux lézards, de venir s'installer, pour développer un territoire cohérent.

Monsieur le Président

Je reprécise, concernant la RN113, s'intègre dans le SCoT. Les contournements Est et Ouest nécessitent de déterminer l'ensemble des voies qui libèrent des bouchons quotidiens la circulation sur les deux secteurs. La RN113 et le reste sera intégré dans le schéma de cohérence territoriale. Ici, ce n'est pas le schéma que nous avons présenté, mais sa philosophie. La RN113 sera donc intégrée dans le contournement Est.

Concernant les réservoirs de biodiversité, je suis d'accord. Avec toutes les contraintes que cela suppose. Mais nous avons, entre la cistude qui se développe le long des étangs, les libellules de Cournonterral, beaucoup de choses. Ou l'outarde canepetière. Nous devons protéger ces espèces.

Je crois que ce matin nous avons lancé les bases d'un développement équilibré, harmonieux, respectueux, à la fois des relations que nous avons dans les communes de la Métropole et envers les intercommunalités voisines et l'international. En respectant notre culture, et nos grands paysages, qui font notre qualité de vie.

Merci encore à tous.

Et merci au Maire de Saint-Christol, conseiller régional, d'être présent, Monsieur Bergeon.